

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 48.943/2/4
DU 25 NOVEMBRE 2010

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, saisi par le Premier Ministre, le 19 novembre 2010, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un avant-projet de loi "portant des dispositions diverses (II)", a donné l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 48.943/2/4
VAN 25 NOVEMBER 2010

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, op 19 november 2010 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "houdende diverse bepalingen (II)", heeft het volgende advies gegeven :

TITRE I^{er} - DISPOSITION GÉNÉRALE

Ce titre n'appelle aucune observation.

TITRE II - JUSTICE

Formalités préalables

Le Secrétaire d'État au Budget a marqué son accord, le 18 novembre 2010, sur "de wet diverse bepalingen - titel Justitie".

Il n'est pas clair si cet accord vise les deux avant-projets de loi portant des dispositions diverses (I) et (II) dont le Conseil d'État est saisi sous les numéros 48.942/1-2-3-4 et 48.943/2-4, ou seulement l'un de ces deux avant-projets. Les auteurs de l'avant-projet s'assureront que cet accord vaut bien pour les deux avant-projets de loi en question.

Chapitre 1^{er} - Modification de la législation relative aux cadres temporaires dans les cours d'appel et les parquets généraux

Section 1^{re} - Modification de la loi du 29 novembre 2001 fixant un cadre temporaire de conseillers en vue de résorber l'arriéré judiciaire dans les cours d'appel

Cette section n'appelle aucune observation.

Section 2 - Modification de la loi du 14 décembre 2004 modifiant la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire, la loi du 2 juillet 1975 déterminant le cadre du personnel des tribunaux de première instance et l'article 211 du Code judiciaire

Cette section n'appelle aucune observation.

.../...

Section 3 - Modification de la loi du 10 août 2005 modifiant la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire et autorisant temporairement la nomination de magistrats en surnombre, en ce qui concerne la cour d'appel de Gand

Cette section n'appelle aucune observation.

Section 4 - Modification de la loi du 20 décembre 2005 portant des dispositions diverses en matière de justice

Cette section n'appelle aucune observation.

Section 5 - Modification de la loi du 12 mars 2007 modifiant la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire en ce qui concerne la cour d'appel de Mons et le tribunal de première instance de Gand et autorisant temporairement la nomination de magistrats en surnombre, en ce qui concerne la cour d'appel de Mons

Article 10

Plutôt que de modifier, par l'article 10 de l'avant-projet, deux dispositions distinctes d'une même loi, mieux vaut ne modifier, par l'article 10 du projet, que la première de ces dispositions, et consacrer un article 11 nouveau (à insérer) à la modification de la deuxième de ces dispositions.

La numérotation des dispositions subséquentes de l'avant-projet sera modifiée en conséquence.

Section 6 - Entrée en vigueur

Article 11

La section de législation suppose que c'est par inadvertance que l'article 11 vise l'entrée en vigueur de l'avant-projet de loi dans son ensemble, et que c'est en réalité l'entrée en vigueur du seul Titre II, Chapitre 1^{er}, qui est visée par cette disposition.

Afin de rectifier la portée de l'article 11, et compte tenu par ailleurs des règles de légistique formelle applicables ¹, cette disposition sera rédigée comme suit :

"Art. 11. À l'exception des articles 2 et 3, qui entrent en vigueur le 18 décembre 2010 ², le présent chapitre entre en vigueur le 1^{er} janvier 2011".

Chapitre 2 - Dispositions modifiant la loi du 13 juin 2006 modifiant la législation relative à la protection de la jeunesse et à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction

Article 12

1. Dans l'avis 44.352/2 donné le 21 avril 2008 sur un projet devenu la loi du 24 juillet 2008 portant des dispositions diverses (II), dont l'article 3 a remplacé, dans l'article 65, alinéa 1^{er}, de la loi du 13 juin 2006 modifiant la législation relative à la

(1) *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative", formule F 4-5-1-1.

(2) La loi du 29 novembre 2001 fixant un cadre temporaire de conseillers en vue de résorber l'arriéré judiciaire dans les cours d'appel, que les articles 2 et 3 de l'avant-projet visent à modifier, est entrée en vigueur le 18 décembre 2001 et prévoit des mesures valables "pour une période de neuf ans", soit jusqu'au 17 décembre 2010.

protection de la jeunesse et à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction, les mots "le 1^{er} janvier 2009" par les mots "le 1^{er} janvier 2011", le Conseil d'État a formulé l'observation générale suivante :

"Les dispositions du titre II de l'avant-projet de loi à l'examen tendent à reporter la date-limite donnée au Roi pour faire entrer en vigueur plusieurs lois.

Certaines de ces dates-limites sont très éloignées. Ainsi, les articles 4 à 7 les fixent en 2013.

Il est peu heureux, sur le plan de la méthode d'élaboration normative, que l'entrée en vigueur de celles-ci soit reportée par des délais aussi éloignés. S'il peut se comprendre que, lorsque le législateur adopte un texte, des impératifs d'adaptation technique, administrative ou autre nécessitent un report raisonnable de son entrée en vigueur par rapport à ce que prescrit le droit commun, il est préoccupant qu'un laps de temps excessif sépare l'adoption de ce texte, suivie normalement de peu par sa publication au Moniteur belge, et son entrée en vigueur. Les circonstances de fait, voire les conceptions qui ont pu présider à l'adoption d'un texte, peuvent en effet changer entre ces deux moments, en manière telle que leur modification pourrait s'imposer avant même leur entrée en vigueur, ce qui peut aboutir en définitive à l'élaboration de textes n'entrant jamais en vigueur.

Ces observations prennent davantage d'acuité lorsque, comme il est de plus en plus souvent constaté, les dates-limites pour l'entrée en vigueur sont successivement modifiées.

Ces procédés peuvent également placer les destinataires des règles adoptées devant l'impossibilité de se préparer de manière suffisante à leur entrée en vigueur.

Lorsqu'en outre, il s'agit d'entrées en vigueur partielles, ils nuisent à la lisibilité des textes et, partant, à la sécurité juridique".

La même observation vaut *a fortiori* pour l'article 12 de l'avant-projet, qui reporte d'une période supplémentaire de deux ans l'entrée en vigueur de la disposition en cause.

2. L'avant-projet de loi ne prévoyant aucune disposition particulière en ce qui concerne l'entrée en vigueur de l'article 12, cette disposition entrera en vigueur le dixième jour après celui de sa publication au Moniteur belge, conformément à l'article 4, alinéa 2, de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires.

.../...

L'auteur de l'avant-projet veillera à ce que celui-ci soit publié au Moniteur belge plus de dix jours avant le 1^{er} janvier 2011.

Chapitre 3 - Modification de la loi du 5 août 2006 modifiant certaines dispositions du Code judiciaire en vue de la procédure par voie électronique

Article 13

1. L'abrogation envisagée à l'article 13 aura pour conséquence que la date d'entrée en vigueur des articles 2 à 15 de la loi du 5 août 2006 modifiant certaines dispositions du Code judiciaire en vue de la procédure par voie électronique est laissée à la libre appréciation du Roi.

L'article 108 de la Constitution dispose cependant, *in fine*, que le Roi ne peut "ni suspendre les lois elles-mêmes, ni dispenser de leur exécution".

Sous réserve de la première observation formulée ci-dessus au sujet de l'article 12, il convient dès lors de ne pas abroger l'article 16, alinéa 2, de la loi du 5 août 2006, précitée, mais de maintenir cet alinéa en y modifiant la date-limite actuellement prévue.

2. La deuxième observation formulée au sujet de l'article 12 vaut également pour l'article 13.

Chapitre 4 - Stagiaires judiciaires

Article 14

1. L'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 123/2008 du 1^{er} septembre 2008 n'a annulé l'article 259octies, § 8, alinéa 1^{er}, 3/, du Code judiciaire, tel qu'il a été remplacé par l'article 47, 14/, de la loi du 31 janvier 2007 sur la formation judiciaire et portant

.../...

création de l'Institut de formation judiciaire, qu' "en ce que cette disposition prive les stagiaires judiciaires du bénéfice de l'article 357, § 2, du Code judiciaire".

L'insertion d'un point 4/ dans la disposition précitée, envisagée par l'article 14 de l'avant-projet, tend à remédier à cette inégalité de traitement. Il convient de rétablir simultanément le point 3/ de la même disposition, dans la version en vigueur au moment de son annulation par l'arrêt n/ 123/2008 de la Cour constitutionnelle, précité, afin de ne pas laisser subsister de lacune juridique dans le statut des intéressés.

2. L'arrêt n/ 123/2008 du 1^{er} septembre 2008 n'a pas limité dans le temps les effets de l'annulation prononcée, qui rétroagit donc *ab initio*. Le rétablissement de l'égalité suppose dès lors que l'article 14 de l'avant-projet se voie conférer un effet rétroactif à la date à partir de laquelle des stagiaires judiciaires ont commencé à effectuer des services de garde.

Chapitre 5 - Abrogation des chambres supplémentaires dans les cours d'appel

Section 1^{re} - Prolongation temporaire des chambres supplémentaires

Cette section n'appelle aucune observation.

Section 2 - Abrogation des chambres supplémentaires

Article 18

L'article 18 sera rédigé comme suit :

"L'article 106*bis* du même code, inséré par la loi du 9 juillet 1997 et modifié par la loi du 22 décembre 1998, la loi du 3 mai 2003 et la présente loi, est abrogé".

Article 21

Dans la version française du texte, au lieu d'écrire "Dans l'article 304, § 3", il convient d'écrire "Dans l'article 340, § 3".

Section 3 - Mesure transitoire et entrée en vigueur

Articles 23 à 25

1. Il est suggéré d'insérer, à la fin de la première phrase de l'article 23, les mots "selon les dispositions applicables au moment de l'entrée en vigueur du présent article".

Les deuxième et troisième phrases de l'article 23, de même que les articles 24 et 25, pourront alors être omis.

2. À l'article 23, première phrase, le mot "ou" (après "Cour d'appel") dans la version française et le mot "of" (après "toegewezen") dans la version néerlandaise doivent être omis.

Dans la même phrase, le mot "loi" dans la version française doit être omis.

TITRE III - MIGRATION ET ASILE

Chapitre 1^{er} - Harmonisation et uniformisation du délai de recours

Ce chapitre n'appelle aucune observation

Chapitre 2 - CCE - Simplification de la procédure

Article 30

1. À l'article 39/68-1, § 1^{er}, alinéa 2, en projet, il y a uniquement lieu de se référer au paragraphe 6 de l'article 39/82 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

2. De l'accord de la déléguée du ministre, les mots "sans préjudice [de] l'alinéa 2" doivent être remplacés par les mots "sans préjudice du paragraphe 3".

3. Comme l'a confirmé la déléguée du ministre, le mot "frais" ne concerne que le droit de rôle. Il convient dès lors d'adapter le texte en projet.

Article 31

Il y a lieu de revoir la disposition en projet afin d'y préciser quelles sont les pièces que le demandeur doit déposer à l'appui de sa demande de pro Deo.

Articles 36 et 37

La disposition en projet remplace les troisième, quatrième et cinquième alinéas de l'article 39/81 de la loi du 15 décembre 1980 afin de supprimer dans la procédure en annulation devant le Conseil du Contentieux des Étrangers la possibilité pour la partie requérante de déposer en toutes circonstances un mémoire en réplique, à la suite du dépôt de la note d'observation par la partie défenderesse. À cet égard, l'article 39/81, alinéa 3, actuel, de la loi du 15 décembre 1980 dispose qu'une copie de la note d'observation prévue à l'alinéa 2 du même article, éventuellement déposée par la partie défenderesse, est envoyée par le greffe à la partie requérante.

La disposition en projet ne précise cependant pas ce qu'il advient de la suite de la procédure lorsque le juge décide de ne pas ordonner le dépôt d'un mémoire de synthèse. Dans l'éventualité où la procédure serait poursuivie par écrit en application de l'article 39/73, en projet, de la loi du 15 décembre 1980 ³, il convient d'observer que la partie requérante sera appelée à prendre attitude sans avoir préalablement reçu notification de la note d'observation. Selon l'article 39/73, § 2, en projet (article 37 de l'avant-projet), l'ordonnance du président de chambre notifiée aux parties se limite en effet à communiquer uniquement le motif sur lequel le président de chambre ou le juge qu'il désigne se base pour juger que le recours peut être "suivi" ou rejeté selon une procédure purement écrite.

Une observation analogue peut également être formulée pour ce qui concerne les recours de pleine juridiction contre les décisions du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.

Pareil système qui impose à l'une des parties de prendre position sans avoir eu préalablement connaissance des pièces de procédure déposées par l'autre partie doit être considéré, au regard de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et de la Cour de justice de l'Union européenne relative aux exigences du recours effectif, comme constitutif d'une violation du caractère contradictoire inhérent à toute procédure juridictionnelle ⁴ et du principe d'égalité des armes entre les parties ^{5 6}.

Par conséquent, l'article 39/73, § 2, en projet, doit être complété afin de préciser que la note d'observation déposée par la partie défenderesse est communiquée en même temps que l'ordonnance du président de chambre ou du juge qu'il a désigné.

(³) Article rendu applicable à la procédure en annulation par l'article 39/81, alinéa 1^{er}, 2^e tiret, qu'il conviendrait toutefois d'adapter en fonction des dispositions en projet.

(⁴) Cour eur. D.H., arrêt Nideröst-Huber c/Suisse, 18 février 1997, par. 26-27; C.J.U.E., Steffensen, 10 avril 2003, C-276/01, par. 79-80.

(⁵) Voir, notamment, Cour eur. D.H., arrêt Dombo Beheer c/ Pays-Bas, 27 octobre 1993, par. 33; Cour eur. D.H., arrêt Peric c/ Croatie, 27 mars 2008, par. 17.

(⁶) Voir également l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux qui fait partie intégrante du droit de l'Union depuis le 1^{er} décembre 2009.

Article 39

De l'accord de la déléguée du ministre, il faut, d'une part, renvoyer à l'article 36 de l'avant-projet au lieu de renvoyer à l'article 37 de l'avant-projet et, d'autre part, compléter cette disposition en visant également les articles 35 et 38 de l'avant-projet.

TITEL I - ALGEMENE BEPALING

Deze titel geeft geen aanleiding tot opmerkingen.

TITEL II - JUSTITIE

Voorafgaande vormvereisten

De Staatssecretaris voor Begroting heeft zich op 18 november 2010 akkoord verklaard met de "wet diverse bepalingen - titel Justitie".

Het is niet duidelijk of deze akkoordbevinding betrekking heeft op de tweevoorontwerpen van wet houdende diverse bepalingen (I) en (II) die aan de Raad van State voorgelegd zijn onder de nummers 48.942/1-2-3-4 en 48.943/2-4, dan wel op slechts een van deze twee voorontwerpen. De stellers van het voorontwerp dienen erop toe te zien dat deze akkoordbevinding wel degelijk geldt voor de twee bewuste voorontwerpen van wet.

Hoofdstuk 1 - Wijziging van de wetgeving betreffende de tijdelijke personeelsformaties bij de hoven van beroep en de parketten-generaal

Afdeling 1 - Wijziging van de wet van 29 november 2001 tot vaststelling van een tijdelijke personeelsformatie van raadsheren teneinde de gerechtelijke achterstand bij de hoven van beroep weg te werken

Deze afdeling geeft geen aanleiding tot opmerkingen.

Afdeling 2 - Wijziging van de wet van 14 december 2004 tot wijziging van de wet van 3 april 1953 betreffende de rechterlijke inrichting, van de wet van 2 juli 1975 tot vaststelling van de personeelsformatie van de rechtbanken van eerste aanleg en van artikel 211 van het Gerechtelijk wetboek

Deze afdeling geeft geen aanleiding tot opmerkingen.

Afdeling 3 - Wijziging van de wet van 10 augustus 2005 tot wijziging van de wet van 3 april 1953 betreffende de rechterlijke inrichting en tot tijdelijke toelating tot overtallige benoemingen van magistraten, wat het hof van beroep te Gent betreft

Deze afdeling geeft geen aanleiding tot opmerkingen.

Afdeling 4 - Wijziging van de wet van 20 december 2005 houdende diverse bepalingen betreffende justitie

Deze afdeling geeft geen aanleiding tot opmerkingen.

Afdeling 5 - Wijziging van de wet van 12 maart 2007 tot wijziging van de wet van 3 april 1953 betreffende de rechterlijke inrichting voor wat het hof van beroep te Bergen en de rechtbank van eerste aanleg te Gent betreft en tot tijdelijke toelating tot overtallige benoeming van magistraten, wat het hof van beroep te Bergen betreft

Artikel 10

Veeleer dan bij artikel 10 van het voorontwerp twee afzonderlijke bepalingen van een zelfde wet te wijzigen, is het beter bij artikel 10 van het ontwerp alleen de eerste van deze bepalingen te wijzigen en een nieuw (in te voegen) artikel 11 te wijden aan de wijziging van de tweede van deze bepalingen.

De nummering van de daaropvolgende bepalingen van het voorontwerp behoort dienovereenkomstig te worden gewijzigd.

Afdeling 6 - Inwerkingtreding

Artikel 11

De afdeling Wetgeving gaat ervan uit dat artikel 11 door onachtzaamheid betrekking heeft op de inwerkingtreding van het voorontwerp van wet in zijn geheel, en dat deze bepaling in werkelijkheid alleen op de inwerkingtreding van titel II, hoofdstuk 1, betrekking heeft.

Om de strekking van artikel 11 aan te passen, moet deze bepaling als volgt worden geredigeerd, waarbij overigens rekening dient te worden gehouden met de regels van de wetgevingstechniek die van toepassing zijn ¹ :

"Art. 11. Met uitzondering van de artikelen 2 en 3, die in werking treden op 18 december 2010 ², treedt dit hoofdstuk in werking op 1 januari 2011".

Hoofdstuk 2 - Bepalingen tot wijziging van de wet van 13 juni 2006 tot wijziging van de wetgeving betreffende de jeugdbescherming en het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd

Artikel 12

1. In advies 44.352/2, gegeven op 21 april 2008 over een ontwerp dat heeft geleid tot de wet van 24 juli 2008 houdende diverse bepalingen (II), waarvan artikel 3, in artikel 65, eerste lid, van de wet van 13 juni 2006 tot wijziging van de wetgeving betreffende de jeugdbescherming en het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd de woorden "op 1 januari 2009" door de

(1) *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", formule F 4-5-1-1.

(2) De wet van 29 november 2001 tot vaststelling van een tijdelijke personeelsformatie van raadsheren teneinde de gerechtelijke achterstand bij de hoven van beroep weg te werken is op 18 december 2001 in werking getreden en voorziet in maatregelen die geldig zijn "voor een periode van negen jaar", dit is tot 17 december 2010.

woorden "op 1 januari 2011" heeft vervangen, heeft de Raad van State de volgende algemene opmerking gemaakt :

"De bepalingen van titel II van het onderzochte voorontwerp van wet strekken ertoe dat de uiterste datum van inwerkingtreding van verscheidene wetten uitgesteld wordt tot een latere datum, die door de Koning zal worden bepaald.

Enkele van deze uiterste data liggen ver in de toekomst. Zo schrijven de artikelen 4 tot 7 het jaar 2013 als uiterste datum voor.

Uit het oogpunt van de werkwijze voor het uitwerken van rechtsregels getuigt het van een weinig gelukkige keuze dat de datum van inwerkingtreding van die regels dermate ver in de toekomst ligt. Het is weliswaar begrijpelijk dat wanneer de wetgever een tekst aanneemt, de inwerkingtreding ervan kan worden uitgesteld in een ten aanzien van het bepaalde in het gemeenrecht redelijke mate, zulks vanwege de noodzaak om aanpassingen aan te brengen om redenen van technische, bestuurlijke of andere aard, maar het is verontrustend dat tussen de datum waarop deze tekst is aangenomen, normalerwijs kort daarop gevolgd door de bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad, en de inwerkingtreding ervan een buitensporige tijdsperiode ligt. De feitelijke omstandigheden, of zelfs de opvattingen die heersten toen een tekst is aangenomen, kunnen immers veranderen tussen deze twee tijdstippen, in die mate dat de wijziging ervan zelfs vóór de inwerkingtreding ervan noodzakelijk kan blijken, wat uiteindelijk ertoe kan leiden dat teksten worden uitgewerkt die nooit in werking treden.

Deze opmerkingen zijn des te relevanter in de gevallen dat, zoals steeds vaker vastgesteld wordt, de uiterste data van inwerkingtreding achtereenvolgens de een na de ander gewijzigd worden.

Deze handelwijze kan eveneens meebrengen dat degenen voor wie de aangenomen regels bestemd zijn, zich onmogelijk naar behoren kunnen voorbereiden op de inwerkingtreding ervan.

Wanneer het bovendien een gedeeltelijke inwerkingtreding betreft, schaadt zulks de leesbaarheid van de teksten, en bijgevolg ook de rechtszekerheid".

Dezelfde opmerking geldt *a fortiori* voor artikel 12 van het voorontwerp, dat de inwerkingtreding van de bewuste bepaling met een extra periode van twee jaar uitstelt.

2. Aangezien het voorontwerp van wet geen enkele bijzondere bepaling bevat in verband met de inwerkingtreding van artikel 12, moet deze bepaling in werking treden op de tiende dag na de dag van de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad, overeenkomstig artikel 4, tweede lid, van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik

.../...

der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen.

De steller van het voorontwerp dient erop toe te zien dat dit meer dan tien dagen vóór 1 januari 2011 in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Hoofdstuk 3 - Wijziging van de wet van 5 augustus 2006 tot wijziging van sommige bepalingen van het Gerechtelijk wetboek met het oog op de elektronische procesvoering

Artikel 13

1. De in artikel 13 overwogen opheffing heeft tot gevolg dat de datum van inwerkingtreding van de artikelen 2 tot 15 van de wet van 5 augustus 2006 tot wijziging van sommige bepalingen van het Gerechtelijk wetboek met het oog op de elektronische procesvoering aan de vrije beoordeling van de Koning wordt overgelaten.

Artikel 108 van de Grondwet bepaalt evenwel, *in fine*, dat de Koning "de wetten zelf niet [mag] schorsen of vrijstelling van hun uitvoering [mag] verlenen".

Onder voorbehoud van de hierboven gemaakte eerste opmerking over artikel 12, mag artikel 16, tweede lid, van de voornoemde wet van 5 augustus 2006 derhalve niet worden opgeheven, maar dient dit lid te worden gehandhaafd door de thans bepaalde uiterste datum daarin te wijzigen.

2. De tweede opmerking die over artikel 12 gemaakt is, geldt eveneens voor artikel 13.

Hoofdstuk 4 - Gerechtelijke stagiairs

Artikel 14

1. Arrest nr. 123/2008 van het Grondwettelijk Hof van 1 september 2008 heeft artikel 259octies, § 8, eerste lid, 3/, van het Gerechtelijk wetboek, zoals het vervangen is bij artikel 47, 14/, van de wet van 31 januari 2007 inzake de gerechtelijke opleiding en tot oprichting van het Instituut voor gerechtelijke opleiding, alleen vernietigd "in zoverre die bepaling aan de gerechtelijk stagiairs het voordeel van artikel 357, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek ontzegt".

De invoeging van een onderdeel 4/ in de voornoemde bepaling, die bij artikel 14 van het voorontwerp beoogd wordt, heeft tot doel deze ongelijke behandeling ongedaan te maken. Terzelfder tijd moet onderdeel 3/ van dezelfde bepaling, in de lezing die van kracht was op het ogenblik van de nietigverklaring ervan bij het voormelde arrest nr. 123/2008 van het Grondwettelijk Hof, worden hersteld om in de rechtspositieregeling van de betrokkenen geen juridische leemte te laten bestaan.

2. Arrest nr. 123/2008 van 1 september 2008 heeft de gevolgen van de uitgesproken vernietiging niet beperkt in de tijd; ze werkt dus *ab initio* terug. Het herstel van de gelijkheid veronderstelt derhalve dat aan artikel 14 van het voorontwerp terugwerkende kracht wordt verleend vanaf de datum waarop de gerechtelijke stagiairs wachtdiensten zijn beginnen te verrichten.

Hoofdstuk 5 - Opheffing van de aanvullende kamers in de hoven van beroep

Afdeling 1 - Tijdelijke verlenging van de aanvullende kamers

Deze afdeling geeft geen aanleiding tot opmerkingen.

Afdeling 2 - Opheffing van de aanvullende kamers

Artikel 18

Artikel 18 moet als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 106*bis* van hetzelfde wetboek, ingevoegd bij de wet van 9 juli 1997 en gewijzigd bij de wet van 22 december 1998, de wet van 3 mei 2003 en deze wet, wordt opgeheven".

Artikel 21

In de Franse versie van de tekst schrijve men "Dans l'article 340, § 3" in plaats van "Dans l'article 304, § 3".

Afdeling 3 - Overgangsmaatregel en inwerkingtreding

Artikelen 23 tot 25

1. Er wordt voorgesteld om aan het slot van de eerste zin van artikel 23 de woorden "volgens de bepalingen die van toepassing zijn op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit artikel" in te voegen.

De tweede en derde zin van artikel 23, alsmede de artikelen 24 en 25, kunnen in dit geval vervallen.

2. In artikel 23, eerste zin, behoren de woorden "ou" (na "Cour d'appel") in de Franse versie en "of" (na "toegewezen") in de Nederlandse versie te vervallen.

In dezelfde zin, behoort in de Franse versie het woord "loi" te vervallen.

TITEL III - MIGRATIE EN ASIEL

Hoofdstuk 1 - Harmonisering en uniformisering van de beroepstermijn

Bij dit hoofdstuk behoren geen opmerkingen te worden gemaakt.

Hoofdstuk 2 - RvV - Vereenvoudiging van de procedure

Artikel 30

1. In het ontworpen artikel 39/68-1, § 1, tweede lid, behoort enkel verwezen te worden naar paragraaf 6 van artikel 39/82 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

2. De gemachtigde van de minister stemt ermee in om de woorden "onverminderd het tweede lid" te vervangen door de woorden "onverminderd paragraaf 3".

3. De gemachtigde van de minister heeft bevestigd dat het woord "kosten" enkel betrekking heeft op het rol recht. Het verdient derhalve aanbeveling de ontworpen tekst aan te passen.

Artikel 31

De ontworpen bepaling dient te worden herzien teneinde daarin te preciseren welke stukken de aanvrager dient over te leggen tot staving van zijn pro-Deo-aanvraag.

Artikelen 36 en 37

De ontworpen bepaling vervangt het derde, vierde en vijfde lid van artikel 39/81 van de wet van 15 december 1980, om ervoor te zorgen dat de verzoekende partij in de rechtspleging tot nietigverklaring voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen niet meer te allen tijde een repliekmemoirie kan indienen nadat de verwerende partij de nota met opmerkingen heeft ingediend. In dat verband wordt in het huidige artikel 39/81, derde lid, van de wet van 15 december 1980 bepaald dat een afschrift van de in het tweede lid van hetzelfde artikel bedoelde nota met opmerkingen die door de verwerende partij kan zijn ingediend, door de griffie aan de verzoekende partij wordt bezorgd.

In de ontworpen bepaling wordt evenwel niet bepaald hoe de rechtspleging verder verloopt wanneer de rechter beslist niet te bevelen dat een synthesesmemoirie wordt ingediend. In het geval waarbij de rechtspleging schriftelijk wordt voortgezet, met toepassing van het ontworpen artikel 39/73 van de wet van 15 december 1980³, behoort te worden opgemerkt dat de verzoekende partij genoodzaakt is een standpunt in te nemen zonder vooraf kennis gekregen te hebben van de nota met opmerkingen. Volgens het ontworpen artikel 39/73, § 2, (artikel 37 van het voorontwerp) wordt in de beschikking van de kamervoorzitter die aan de partijen ter kennis is gebracht immers enkel de grond meegedeeld waarop de kamervoorzitter of de door hem aangewezen rechter zich baseert om te oordelen dat het beroep via een louter schriftelijke procedure kan worden "ingewilligd" of verworpen.

Een soortgelijke opmerking kan ook worden geformuleerd met betrekking tot de beroepen met volle rechtsmacht tegen de beslissingen van de Commissaris-generaal voor de vluchtelingen en de staatlozen.

Een zodanig systeem waarbij een van de partijen verplicht wordt een standpunt in te nemen zonder vooraf kennis gekregen te hebben van de processtukken die door de andere partij zijn ingediend, behoort, in het licht van de rechtspraak betreffende de vereisten van de daadwerkelijke rechtshulp, uitgaande van het Europees Hof voor de

⁽³⁾ Dat artikel is door artikel 39/81, eerste lid, 2^{de} streepje, toepasselijk verklaard op de rechtspleging tot nietigverklaring en zou op grond van de ontworpen bepalingen moeten worden aangepast.

rechten van de mens en van het Hof van Justitie van de Europese Unie, gezien te worden als een schending van het beginsel dat elke gerechtelijke procedure⁴ op tegenspraak moet worden gevoerd en van het beginsel dat de procespartijen gelijke rechten moeten hebben^{5 6}.

Bijgevolg dient het ontworpen artikel 39/73, § 2, te worden vervolledigd teneinde erin te verduidelijken dat de nota met opmerkingen die door de verwerende partij wordt ingediend, samen met de beschikking van de kamervoorzitter of de rechter die hij heeft aangewezen, wordt meegedeeld.

Artikel 39

De gemachtigde van de minister heeft ermee ingestemd dat enerzijds verwezen moet worden naar artikel 36 van het voorontwerp in plaats van naar artikel 37 van het voorontwerp, en dat anderzijds deze bepaling moet worden vervolledigd door daarin ook te verwijzen naar de artikelen 35 en 38 van het voorontwerp.

⁽⁴⁾ EHRM, arrest Nideröst-Huber t/Zwitserland, 18 februari 1997, paragrafen 26-27; HvJ EU, Steffensen, 10 april 2003, C-276/01, paragrafen 79-80.

⁽⁵⁾ Zie inzonderheid, EHRM, arrest Dombo Beheer t/Nederland, 27 oktober 1993, paragraaf 33; EHRM, arrest Peric t/Kroatië, 27 maart 2008, paragraaf 17.

⁽⁶⁾ Zie eveneens artikel 47 van het Handvest van de grondrechten, dat sedert 1 december 2009 een integrerend deel uitmaakt van het recht van Europese Unie.

L'avis concernant les Titres I^{er} et II a été donné par la deuxième chambre composée de

Het advies betreffende de Titels I en II werd gegeven door de tweede kamer, samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Mesdames
de Dames

P. VANDERNOOT,
M. BAGUET,

conseillers d'État,
staatsraden,

B. VIGNERON,
A.-C. VAN GEERSDAELE,

greffiers,
griffiers.

Le rapport a été présenté par Mme W. VOGEL,
premier auditeur.

Het verslag werd uitgebracht door
Mevr. W. VOGEL, eerste auditeur.

La concordance entre la version française et la
version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle
de M. Y. KREINS

De overeenstemming tussen de Franse en de
Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht
van de H. Y. KREINS

LE GREFFIER - DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER

B. VIGNERON

Y. KREINS

L'avis concernant les Titres I^{er} et III a été donné par la quatrième chambre composée de

Het advies betreffende de Titels I et III werd gegeven door de vierde kamer, samengesteld uit

Messieurs
de Heren

P. LIÉNARDY,

président de chambre,
kamervoorzitter,

J. JAUMOTTE,
L. DETROUX,

conseillers d'État,
staatsraden,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. R. WIMMER, auditeur.

Het verslag werd uitgebracht door de H. R. WIMMER, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER

C. GIGOT

P. LIÉNARDY